Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la situation en Syrie, à Paris le 10 octobre 2011.

2011-10-10

Mesdames et Messieurs,

Je ne suis pas venu ce soir pour prendre la parole. Si je le fais, c'est parce que le professeur Ghalioun, Mme Kodmani et, à l'instant, Jack Ralite viennent de me le demander.

J'étais venu pour écouter la parole des intellectuels, des artistes, des comédiens syriens présents ce soir qui nous parlent de la Syrie, de son histoire si riche, de son patrimoine culturel et, surtout, de son présent.

Il a été dit tout à l'heure que la communauté internationale, que l'Union européenne en tout cas, était restée silencieuse devant la répression qui se déchaîne en Syrie. Cette affirmation est tout simplement injuste. J'ai été le premier, il y a plusieurs mois, à dire que le régime syrien avait perdu sa légitimité, en utilisant des canons, des chars, des frégates contre des manifestations populaires. Nous avons essayé d'agir : l'Union européenne en est à sa huitième vague de sanctions économiques contre un certain nombre de personnalités ou d'entités syriennes. Nous nous sommes battus, aux Nations unies, pendant des jours, pour obtenir que la communauté internationale, qui est effectivement silencieuse, se prononce enfin et nous avons échoué. Jack Ralite a rappelé tout à l'heure pourquoi la Russie et la Chine ont opposé leur veto à la résolution que nous avions préparée et quatre pays se sont abstenus ; leur nom a été cité tout à l'heure.

Nous n'allons pas renoncer. L'Union européenne va continuer à exercer des pressions. Nous en avons parlé aujourd'hui même à Luxembourg et nous allons compléter la vague de sanctions qui a déjà été prise. Nous allons essayer d'approfondir notre concertation avec la Turquie et les pays arabes qui doivent aussi se prononcer clairement sur cette situation intolérable.

Et puis, je souhaite que nous puissions approfondir notre dialogue avec l'opposition syrienne. Elle est en train de s'organiser ; je suis disponible, je l'ai dit à plusieurs reprises, à tous les contacts nécessaires en ce sens pour que nous comprenions mieux quel est le projet de cette opposition et comment nous pouvons l'aider. J'ai entendu tout à l'heure résumer ce projet par trois mots : liberté, dignité, justice sociale. Je peux vous dire que la France, comme

elle le fait depuis le début, avec les moyens qui sont les siens et en essayant d'entraîner ses partenaires sera, pour atteindre ces objectifs, aux côtés du peuple syrien dans son combat pour la liberté.

Je suis ici à l'initiative du président du Conseil national syrien et de Mme Kodmani pour exprimer le soutien de la France au peuple syrien qui est en train de se battre pour sa liberté et ses droits fondamentaux, à mains nues, pacifiquement.

C'est tout un symbole que la soirée soit ouverte aux artistes, chercheurs, écrivains pour rappeler la richesse du patrimoine culturel et historique de la Syrie. La France est plus que jamais déterminée à soutenir ce grand mouvement des Printemps arabes.

Q - Pensez-vous reconnaître le Conseil national syrien bientôt ?

R - Cette question n'est pas à l'ordre du jour, tout simplement parce que le Conseil national syrien ne le demande pas. Nous allons poursuivre nos contacts avec l'opposition syrienne pour voir comment nous pouvons les accompagner.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 12 octobre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183351-alain-juppe-10102011-situation-en-syrie